

## DÉBAT GÉNÉRAL

### *Immigration*

Monsieur/Madame le/la président/e de l'Assemblée,

Mesdames et messieurs les délégués,

Chers collègues,

L'Andorre est un petit pays qui connaît des « migrations ordinaires » très étroitement liées aux cycles de l'économie. Le processus de transformation économique que la Principauté vit durant la deuxième moitié du XX<sup>e</sup> siècle, fit qu'une société qui, jusqu'alors avait été émettrice d'émigrants, devienne une société réceptrice du fait de son besoin en main d'œuvre.

Actuellement, 54 % de la population est non-nationale. L'immigrant économique, qui cherche à améliorer ses conditions de vie et celles de sa famille, est l'immigrant qui prédomine dans notre société (65 %). Et la grande majorité de la population nationale (65 %) considère que l'immigration est positive pour le pays, surtout parce que la main d'œuvre est nécessaire, parce qu'elle favorise le développement de l'économie du pays.

Il n'existe pas un refus de cette immigration, mais plutôt une attitude ouverte. Il n'y a pas de parti politique ni de mouvement populiste d'extrême droite ; il n'existe pas de discours de haine contre les étrangers ; mais on retrouve quand même une certaine « peur » sociale de l'immigration, en raison de l'érosion que celle-ci peut susciter au niveau de l'identité et des valeurs traditionnelles, vu que certains croient qu'il y a de leur part une surexploitation de l'État-providence, et parce qu'il existe la crainte qu'un « nouveau-venu » puisse troubler le grand niveau de sécurité qui existe dans le pays ; une crainte due surtout aux grandes attaques terroristes perpétrées par le terrorisme international faussement associé à l'immigration.

C'est pourquoi il est important de travailler de manière continue en vue d'obtenir des données objectives qui permettent de couper court aux mythes, de surmonter les réticences, de combattre les rumeurs et de défaire les stéréotypes sur l'immigration. Il est important d'élaborer et d'implémenter des plans d'intégration afin d'éviter des tensions internes et rappeler les avantages des sociétés diverses et plurielles, au sein desquelles sont partagées des valeurs communes de coexistence. Nous devons tous promouvoir et encourager la coexistence et défendre la dignité, l'équité et les droits de toutes les personnes.

En Andorre, les choses ont été plus faciles que dans d'autres pays, l'immigration provenant majoritairement des pays voisins avec des coutumes, des langues et des religions communes ou similaires. En Andorre, jusqu'à présent, nous connaissons une situation de coexistence pacifique entre les diverses communautés qui y habitent, les problèmes de racisme ou de discrimination étant très peu fréquents, même si nous sommes conscients que cette situation peut changer : il y a des préjugés qui, dans une situation économique aggravée, pourraient conduire à des actions ou à des attitudes que personne ne souhaite.

En Andorre, la législation relative à l'immigration favorise l'accès à l'emploi des andorrans et des étrangers légalement résidents, en fixant des quotas d'autorisations de travail, lorsque cela est jugé nécessaire, et en tenant compte des personnes inscrites au Service d'occupation du gouvernement. Cette législation a évité que ne se produise une situation de concurrence pour les lieux de travail.

L'immigration est majoritairement intégrée dans la société andorrane. Les acteurs qui contribuent à cette intégration sont multiples : le travail, l'école, les associations... et les propres immigrants. L'Andorre actuelle, une Andorre qui offre bien-être et opportunités à ses citoyens, est le fruit de tous ceux qui, indépendamment de leur origine, ont contribué à bâtir, avec leur effort, le pays dont nous avons aujourd'hui la chance de profiter.

Néanmoins, il faut continuer à travailler pour éviter des attitudes de discrimination pour des raisons d'origine ethnique, raciale ou nationale, qui pourraient naître, compte tenu de la grande influence que les discours extrémistes populistes, en essor en Europe, peuvent avoir dans notre société. C'est dans ce sens que la législation et les formations que mènent à terme les pouvoirs publics jouent un rôle primordial dans la prévention de la xénophobie et autres formes de discrimination.

Il faut, en tout cas, reconnaître que le thème de l'immigration est un sujet complexe. L'immigration est un phénomène qui a toujours existé, et tout semble indiquer – le changement climatique, les conflits armés, la pression démographique ou les inégalités des chances – qu'elle continuera à exister.

Il est vrai que les migrations, au sens large, ne sont pas l'un des plus importants défis auxquels mon pays doit faire face. L'Andorre n'est pas un pays d'origine, de passage ni une destination des grands flux migratoires actuels. L'Andorre, vue sa situation géographique, ne se trouve sur aucune route d'immigration. Les graves épisodes qui ont eu lieu ces dernières années – la crise des réfugiés syriens, la tragédie du peuple Rohingya, la traite d'êtres humains au nord de l'Afrique, le drame de l'émigration en Amérique Centrale ou les grandes traversées dans la Méditerranée – ont été suivis de « dehors » même si elles ont éveillé des actions de solidarité et de soutien, aussi bien de la population civile que des autorités politiques : jeudi dernier, sans aller plus loin, le *Consell General*, c'est-à-dire notre parlement, approuva la Loi de protection temporaire et transitoire pour des raisons humanitaires. Des contributions volontaires ont également été faites à divers programmes d'aide aux réfugiés.

Nous devons conjuguer nos efforts avec les autres pays car c'est entre tous que nous devons faire en sorte que les migrations soient sûres et volontaires. La lutte contre les réseaux criminels responsables du trafic d'êtres humains doit être l'une des priorités des gouvernements et des parlements respectifs. La Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée est, dans cette ligne, un bon instrument à ratifier.

Ce qui est évident, c'est que pour faire face aux défis que nous posent actuellement les migrations, la volonté politique, les moyens et les idées sont indispensables. Nous autres, hommes et femmes politiques, devons être, avant tout, responsables. Nous devons être conscients, à tout moment, que les discours que nous prononçons à propos de l'immigration ont des répercussions : ils peuvent légitimer et inciter à l'action nos citoyens, dans un sens ou dans l'autre.

Les calculs stratégiques pour obtenir des votes ne doivent pas nous aveugler. Nous ne pouvons pas utiliser la désinformation comme une arme politique. Fabriquer de fausses nouvelles c'est facile, rapide et bon marché. Maintenir la paix sociale et la cohabitation, quand on a attisé la méfiance, c'est beaucoup plus difficile.

N'oublions pas que notre devoir ne consiste pas à gagner des élections, mais à légiférer et à gouverner pour le bien commun.

Je vous remercie de votre attention.